

Désiré Guédon insiste sur le dialogue avant le recours à la force

AJT

Libreville/Gabon

... **JUSQUE-là**, nous avons fait preuve de beaucoup de pédagogie, en demandant simplement (aux occupants illégaux) de sortir de ces maisons qui appartiennent à d'autres Gabonais, de la même manière qu'ils y sont entrés. Nous sommes dans un pays de droit. Et je vous assure que nous allons user de toutes les procédures réglementaires et légales en vigueur pour que le droit soit maintenu. Il est hors de question de déshabiller des Gabonais pour en habiller d'autres. Chacun doit entamer la procédure normale pour signifier son besoin auprès des services compétents, afin de se voir attribuer un logement, conformément au pro-



Photo : AJT



Photo : AJT

Le ministre de l'Urbanisme et du Logement, Désiré Guédon répondant aux questions... Photo de droit .. de la presse.

gramme d'égalité de chances que nous prônons. Parce que, autant pour Bikélé, que pour Angondjé, il y a des personnes qui sont identifiées pour y habiter". C'est le message livré hier en début d'après-midi à la presse par le ministre de l'Urbanisme et du Loge-

ment, Désiré Guédon, au nom du gouvernement, à l'endroit des occupants illégaux des logements sociaux d' Angondjé et de Bikélé, aux fins d'interpeller une fois de plus ces squatteurs à libérer les maisons et de ne pas attendre le recours à la force.

Une situation qui, depuis le 8 juillet dernier, laisse paraître doutes et interrogations auprès des véritables attributaires de ces logements sociaux et des personnes en attente d'attribution de logements sur lesdits sites. C'est ainsi qu'après moult

interpellations, les squatteurs du site de Bikélé ont été contraints, le 11 juillet en cours, de libérer les logements ainsi frauduleusement occupés (lire ci-contre). Reste le site d'Angondjé, où les occupants illégaux ne répondent nullement aux

critères pour habiter ce lieu (handicapés, retraités, etc.). " Nous espérons que les occupants illégaux des maisons d'Angondjé vont entendre raison et libérer ces maisons. Nous ne voulons pas entrer dans la violence immédiatement (...)", a promis Désiré Guédon.